



## **REVUE DE PRESSE**

**Lundi 17 décembre 2018**



# Le pouvoir d'achat monopolise le débat

## ■ Aujourd'hui

**Ford: ça s'annonce houleux à Blanquefort.** Quatre jours après la décision de Ford d'écartier l'offre de reprise de son usine de Blanquefort, le comité central d'entreprise prévu sur le site bordelais s'annonce houleux. La décision du constructeur automobile américain suscite la colère bien au-delà des salariés, jusqu'au sommet de l'État: Emmanuel Macron a dénoncé «un geste hostile et inacceptable».

**La chance au tirage?** PSG et Lyon en Ligue des champions, accompagnés de Rennes, seul rescapé français de la phase de poules de Ligue Europa, seront fixés aujourd'hui sur leurs prochains adversaires dans les deux compétitions, à l'issue du tirage qui aura lieu à Nyon en Suisse.

## ■ Mercredi

**Pouvoir d'achat: ça se complique.** Présentation en Conseil des ministres d'un projet de loi pour concrétiser la



mise en œuvre compliquée des mesures annoncées par Emmanuel Macron en faveur du pouvoir d'achat en réponse à la crise des «gilets jaunes».

**Smic: enfin net?** Le gouvernement officialise le niveau de revalorisation automatique du Smic au 1<sup>er</sup> janvier, qui ne devrait être que de 1,54 %, et non de 1,8 % comme évoqué ces dernières semaines, en raison du ralentissement de l'inflation. L'occasion de préciser par quel moyen - essentiellement la prime d'activité - les salariés rémunérés au niveau du Smic vont pouvoir gagner 100 euros net de plus en 2019 par rapport à 2018 (Photo AFP).

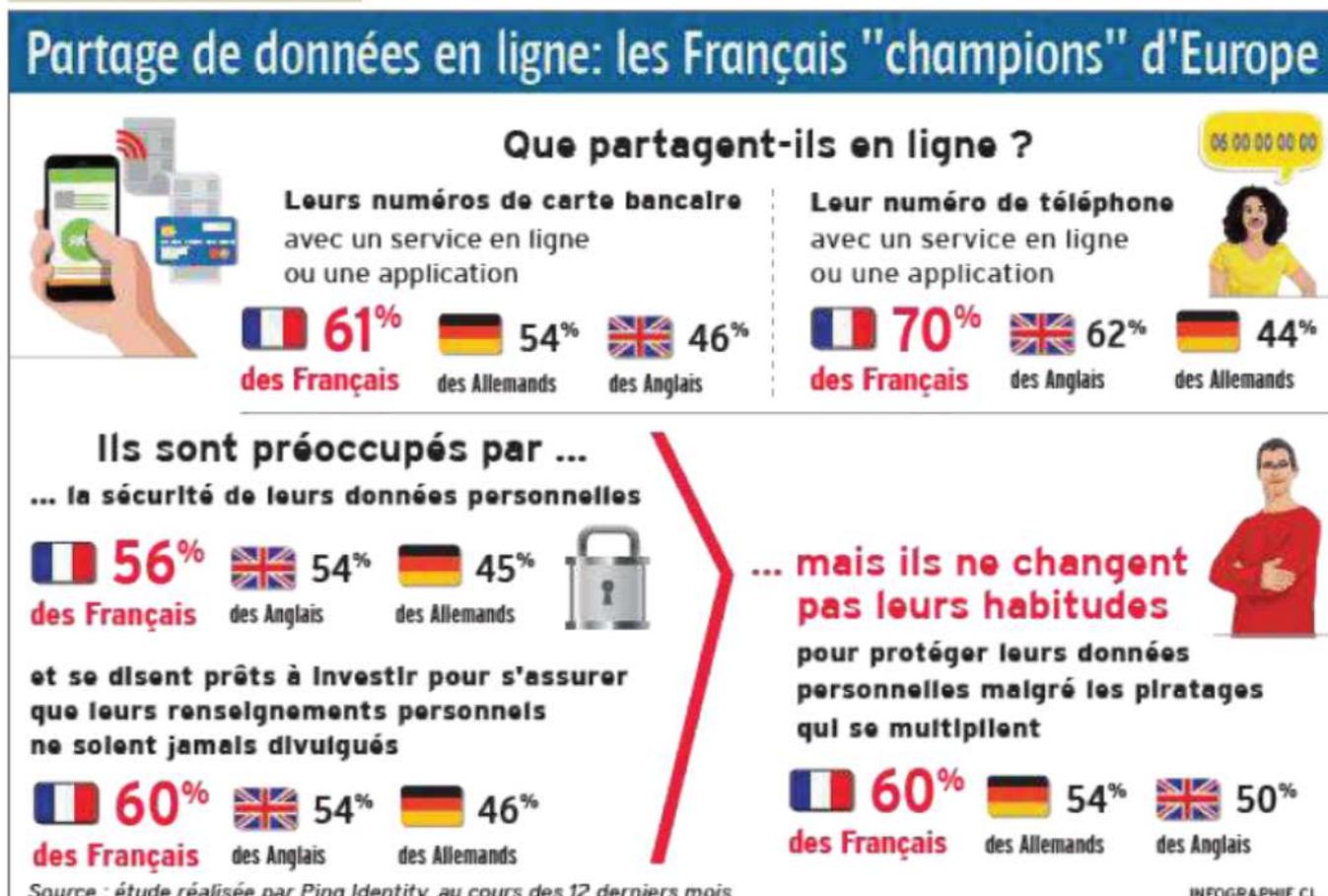
**Jour J pour Ascoval.** Le tribunal de grande instance de Strasbourg rend ce mercredi sa décision sur la reprise de l'aciérie nordiste de Saint-Saulve, qui devrait revenir au groupe franco-belge Altifort. Tous les avis sont favorables à cette opération.

## ■ Vendredi

**Moral secoué ou ébranlé?** La consommation des ménages et le climat des affaires en décembre sont au centre d'une salve d'indicateurs publiés ce vendredi par l'Insee, alors que l'économie française souffre du mouvement des «gilets jaunes» et d'une croissance ralentie dans la zone euro.

**Verdict pour Heaulme.** Le tueur en série Francis Heaulme, rejugé depuis le 4 décembre à Versailles pour le meurtre en 1986 de deux enfants à Montigny-lès-Metz, sera fixé sur son sort dans cette affaire qui valut à Patrick Dils d'être condamné et incarcéré à tort pendant 15 ans.

## L'infographie



■ Moins nombreux que samedi dernier dans les rues d'Angoulême, les gilets jaunes ont voulu montrer qu'ils restaient «unis et déterminés» ■ Des réunions et des rencontres avec des élus sont prévues.



Le feu de la contestation n'est pas éteint du côté des gilets jaunes. C'est un cortège plus soudé, plus solennel qui a défilé samedi dans les rues d'Angoulême. Photos Majid Bouzzit

# Les gilets jaunes serrent les rangs à Angoulême

Frédéric BERG  
fberg@charentelibre.fr

Aucune concession sur les revendications et la détermination mais la volonté de montrer un visage responsable et des rangs serrés. Samedi la mobilisation des gilets jaunes d'Angoulême et sa périphérie a été moins démonstrative et moins tendue que le samedi précédent mais a permis aux «irréductibles» de se compter, et de réaffirmer qu'ils ne comptent pas lâcher l'affaire ni les ronds-points.

Alors que la mobilisation est restée discrète dimanche, le feu ne s'est pas pour autant éteint aux ronds-points de Girac, Locatoumat, Soyaux, à Exideuil, Ruffec, La Rouchefoucauld, Roumazières. Des réunions, rencontres avec des élus sont prévues toute la semaine. Samedi matin, ils étaient environ 300 rassemblés devant la gare, gi-

lets le plus souvent noués au bras, autour d'un corbillard, un cercueil et un squelette, symboles du «deuil du peuple français» pour une première heure d'un défilé très solennel, silencieux, «en hommage aux victimes de Strasbourg, aux gilets jaunes tombés sur les barrages, à Étienne (Ndlr, un jeune motard tué le week-end dernier)».

Ensuite, les gilets jaunes ont défilé dans le centre-ville s'arrêtant devant la mairie pour une minute de silence puis une Marseillaise et des fumigènes bleus, blanc, rouge. «Je ne veux parler pour personne d'autre que moi mais je suis heureuse que ça se passe comme ça, que l'on se sert les coudes, qu'on dise haut et fort qu'on refuse la violence et les opportunistes qui nous nuisent et nous divisent», souligne une quinquagénaire qui dit se prénommer Martine - plusieurs gilets jaunes ne veulent par donner leur véritable identité mais

acceptent de se faire prendre en photo. «On appartient au groupe», explique cette femme qui travaille à temps partiel dans la grande distribution.

## «Je ne cautionne pas la violence»

Samedi, beaucoup de ceux qui étaient de la première mobilisation du 17 novembre étaient là. «Évidemment qu'on tient le coup et qu'on continuera à se battre», souffle un entrepreneur croisé sur les premiers barrages de la Nationale 10: «Ce n'est pas simple de tenir la distance mais tant qu'on est ignorés, rejetés, caricaturés, on sera là. Depuis le début on veut la tête de Macron, on nous expliquait qu'il ne plierait jamais. Tu as vu la tête qu'il avait quand il est passé à la télé: livide, en panique... Il a commencé à vaciller, il finira par tomber.» Les tensions existent évidemment

à l'image d'une prise de bec sévère au départ de la manifestation, un historique refusant d'être «mis en cause» par un autre sur des «débordements» en marge du rond-point de Girac. «Je ne suis pas responsable des conneries des autres et je ne cautionne pas la violence», a-t-il lancé avant de s'excuser de s'être emporté: «On brasse beaucoup d'émotions. C'est un peu comme dans une famille, parfois ça pète.»

Des nouveaux: des retraités, des familles, des étudiants ont rejoint la «famille» samedi. Entre le défilé du matin passé notamment devant la préfecture cadenassée par les CRS, la visite surprise dans les allées de l'hypermarché Auchan La Couronne et un face-à-face pacifique entre manifestants et CRS à Girac pour prévenir un éventuel envahissement de la RN10 en fin d'après-midi, pas un incident n'est venu marquer ce cinquième samedi de mobilisation.

## Défilé pacifiste à Cognac

Pas de heurts ni de débordements comme l'avaient annoncé les organisateurs. Samedi, la «marche citoyenne» organisée dans le centre-ville de Cognac, peu après 14h, s'est déroulée dans le calme et dans une ambiance bon enfant. Elle a rassemblé un groupe d'une bonne centaine de manifestants, parti de la place François-ler pour traverser la rue d'Angoulême avant de rejoindre l'hôtel de ville pour une pause symbolique, puis le théâtre de verdure où s'est tenue une réunion improvisée pour déterminer les actions futures en vue d'un éventuel Acte VI. «On est pacifiste» faisait partie des slogans déclamés par ces gilets jaunes, entrecoupés de «Macron démission» et de reprises de l'hymne national. Place d'Armes, tous ont observé une minute de silence en mémoire des victimes de la tuerie de Strasbourg. En matinée, une soixantaine d'entre-eux avait occupé le rond-point de la Trache, à Châteaubernard, sans mener d'actions particulières, si ce n'est quelques filtrages sporadiques.

Tu as vu la tête qu'il avait quand il est passé à la télé: livide, en panique... Il a commencé à vaciller, il finira par tomber.



Ils étaient environ 300 à lancer le défilé angoumoisins samedi matin.



À Cognac, ils étaient une centaine pour un défilé en centre-ville.



Les CRS ont interdit l'accès à la préfecture. Pas d'incident.

# Energies vertes: l'opération séduction auprès des élus

Les élus sont de plus en plus encouragés à prendre le train de la transition énergétique en marche. Une société s'est créée pour aider les collectivités. Avec déjà de belles réalisations.

Lénaëlle SIMON  
lsimon@charentelibre.fr

**E**n 2017, la centrale photovoltaïque installée dans l'ancien centre d'enfouissement des déchets de Ruffec, fermé en 2005, a produit 3 640 000 kWh, soit la consommation d'environ 1300 foyers. Une réussite qui pourrait donner des ailes aux élus charentais tentés par les énergies renouvelables. C'est ce qu'espèrent Calitom, le syndicat de valorisation des déchets ménagers de la Charente, le Sdeg 16, le syndicat départemental d'électricité et de gaz, et Sergies, une société de la Vienne qui exploite déjà quatre parcs éoliens.

## D'autres projets en cours

Ensemble, ils ont créé en décembre 2016 la SAS Sol'R Parc Charente, afin de porter des projets de production d'énergies renouvelables. Mercredi, ils réunissaient les élus charentais pour leur présenter l'importance de prendre le train des énergies vertes en marche, et leur donner des idées pour réhabiliter d'anciens sites communaux inconstructibles (terrains vagues, carrières, décharges, plans d'eau, zone d'activité tom-



Une centaine d'élus charentais sont venus s'informer sur les projets d'énergies renouvelables.

Photo Renaud Joubert

bée en désuétude, etc). «Ce n'est pas toujours simple en tant qu'élus de faire face aux développeurs de projets. L'idée est d'être nos propres acteurs et de s'insérer

dans une démarche citoyenne. Ce n'est pas seulement une affaire de profits», présente Michel Coq, président de Calitom. Pour le parc solaire de Ruffec,

150 000€ sur les 4 millions ont été apportés par les citoyens via du financement participatif. Trente Charentais ont contribué à hauteur de 28 450€. Jean-Michel

»

Les citoyens peuvent prétendre à des intérêts annuels entre 3 et 5 %.

Bolvin y voit une façon «pour les Charentais de s'approprier des projets proches de chez eux». Un placement rentable à tous points de vue insistent les actionnaires de Sol'R Parc Charente. «D'abord pour les citoyens qui peuvent prétendre à des intérêts annuels entre 3 % et 5 %, souligne Emmanuel Julien, président du directoire de Sergies. Ensuite pour les communes qui perçoivent une taxe. Elles peuvent aussi prendre des parts au capital et toucher ainsi des dividendes.» Une possibilité ouverte par la loi de transition écologique pour la croissance verte. Deux autres projets sont en cours de réalisation, sur l'ancienne décharge de Rouzède (aboutissement en 2019) et l'ancien dôme de déchets de Sainte-Sévère (2019/2020). Suivront les 12 ha de panneaux photovoltaïques sur la base de travaux de la LGV à Villognon. «Les élus se montrent beaucoup plus intéressés par les questions d'énergies renouvelables, assure Emmanuel Julien. Aujourd'hui, beaucoup de sujets convergent vers la transition énergétique.» D'ici 2030, les énergies renouvelables devront représenter plus de 30 % de la consommation énergétique finale, alors autant s'y mettre le plus tôt possible.

■ C'est la période des calendriers ■ Les pompiers, les éboueurs, les facteurs sont peut-être déjà passés chez vous ■ Est-ce une activité réglementée? ■ Où va l'argent? ■ Quelques réponses à ce sujet sensible.

# Où va l'argent des calendriers?

Christelle LASAIRES  
ch.lasaires@charentelibre.fr

C'est la tradition. Tous les ans, les pompiers, les facteurs, les rippeurs (les éboueurs), les clubs de foot... passent dans les maisons proposer leur calendrier en échange de petites étrennes. Rien d'illégal là-dedans. Pourtant, le sujet est sensible. Nous avions remarqué que dans certaines communes de l'agglomération, des agents ne passaient plus proposer leurs traditionnels calendriers. Parfois, c'est le facteur, parfois ce sont les rippeurs. Ceux que nous avons tenté de joindre n'ont pas voulu répondre. S'exprimer sur la distribution des calendriers ça ne réjouit pas tout le monde.

La plupart du temps, la collecte des étrennes n'est pas gérée par les chefs de service, mais laissée à la discrétion des agents en lien direct avec «la clientèle».

Chez les pompiers, c'est clair et carré. «*Tout l'argent collecté est donné à l'amicale des pompiers. Chaque centre de secours en a une*», explique Bruno Bardin, lieutenant-colonel responsable de la communication chez les pompiers d'Angoulême.

## Un 13<sup>e</sup> mois

«L'argent sert à payer une partie des assurances complémentaires, à organiser le repas de la Sainte-Barbe, à acheter une télé pour le foyer, à aider les sections sportives. Cette année, cela a permis de débloquer des aides pour les pompiers qui avaient été eux-mêmes victimes de la tempête de Saint-Sornin, et qui avaient tout perdu.» Ce n'est pas une prime de fin d'année. «A Angoulême, où vivent 10 000 foyers, la collecte peut rap-



porter au moins 50 000€, évalue le lieutenant-colonel. «Mais c'est tout pour l'intérêt collectif.» C'est l'état d'esprit de la maison. A La Poste, «au XIX<sup>e</sup> siècle, rappelle un élu syndical, l'argent était destiné aux orphelins des PTT. Aujourd'hui, cela représente un 13<sup>e</sup>

mois. C'est un peu plus que ce que veut nous donner Macron. Ça ne permet pas de s'enrichir, mais c'est un plus pour les collègues qui n'ont pas des salaires très élevés. Malheureusement, les facteurs ont de moins en moins le temps de passer. Et les gens donnent moins

qu'avant, entre 5 et 10€», affirme cet élu syndicaliste qui ne souhaite pas donner son nom «pour parler de ce sujet délicat, où l'on évoque de l'argent liquide.» Les rippeurs n'ont pas voulu s'exprimer. Tout ce que l'on sait, c'est que l'Agglo a dû réglementer il y a

”

On fait le tri, on paye cher et en plus il faudrait donner des étrennes

plusieurs années la collecte avec une note de service, qui stipule que les agents ne peuvent pas accepter une somme supérieure à 60€, qu'ils doivent absolument se déplacer à deux, être systématiquement identifiés par un badge GrandAngoulême, se déclarer à la mairie et remettre un reçu aux habitants après leur passage. Une activité très encadrée. «C'est un droit d'usage, donc pas question de le supprimer, mais l'agglomération souhaite le réglementer pour éviter les abus», confirme Yannick Peronnet, vice président à GrandAngoulême en charge de la politique de valorisation des déchets. Personne pour confirmer que des faits ont été notés ou reprochés, mais la nouvelle réglementation permettrait de protéger les habitants, notamment les plus âgés qui pouvaient se laisser influencer. Cela éviterait aussi les connivences avec les copropriétaires qui pourraient être tentés de demander plus de services en échange des étrennes de Noël. C'est également une manière d'établir la même réglementation pour toutes les communes qui ont aujourd'hui fusionné au sein de l'agglomération.

Il n'empêche que Gislahaine, 58 ans, ne donne plus aux rippeurs. «On fait le tri, on paye cher et en plus il faudrait donner des étrennes...» De toute façon, les rippeurs ne passent plus dans son quartier depuis longtemps.

Gildas et Yvette

## “ Des gens dévoués



Gildas et Yvette, 84 et 82 ans, donnent toujours entre 5 et 10€ au facteur, aux pompiers et aux éboueurs pour les remercier des services rendus. C'est une tradition. Les gens ont des petits salaires et en principe, ils sont dévoués.

Philippe

## “ C'est important



Philippe, 57 ans, de Sireuil, donne entre 5 et 10€. Le facteur, c'est important. C'est un commerce de proximité. On lui met une pince à linge quand on veut acheter des timbres. C'est un échange de bon procédé. On voudrait faire plaisir à tout le monde, mais on ne peut pas.

Francine et Stella

## “ Fidèles aux pompiers



Francine a tous les calendriers de La Poste depuis des années. Elle donne 20€ aux pompiers. C'est normal. Quand on a besoin d'eux, ils sont là. Stella, elle, n'est pas contente du travail des éboueurs. Elle ne donne plus.

# 3 000 livres gratuits à saisir à Roullet

Le Service départemental de la lecture fait le tri dans ses collections. Il propose pour la première fois au grand public de venir se servir. Rendez-vous de mercredi à vendredi.

Julie KOCH  
j.koch@charentelibre.fr

Des dizaines de cartons sont entreposés dans le garage du Service départemental de la lecture (SDL) à Roullet-Saint-Estèphe. Ils renferment des ouvrages aussi variés qu'un abécédaire du cognac, des livres pour enfants, des documents sur la Grèce ancienne et la Renaissance, et même plusieurs CD. Ces 3 000 documents seront gracieusement donnés au grand public de mercredi à vendredi (1). Une première pour le SDL, un lieu habituellement réservé aux professionnels. «On avait l'habitude de les donner à des associations pour enrichir leur bibliothèque. Mais à chaque fois, on se retrouvait avec beaucoup de romans sur les bras. On se dit que les particuliers seront plus intéressés par ce type d'ouvrages. Notre but est de leur donner une seconde vie», décrit Amélie Averlan, directrice du service. Sinon c'est direction le pilon pour être détruits.

## «On ne peut pas pousser les murs»

Le SDL dispose d'un fonds de 130 000 documents - livres et CD - qu'il met à disposition des bibliothèques charentaises toute l'année. «Elles viennent faire leur marché en fonction de thématiques ou d'animations. On les aide aussi à constituer un



Les ouvrages proposés au public sont très divers et s'adressent à toutes les tranches d'âges

Photo Majid Bouzzit

fonds à leur démarrage. Ce prêt peut aller jusqu'à deux ans», décrit la professionnelle. Chaque année, le Département lui alloue un budget de 100 000€ pour acquérir de nouveaux ouvrages. Suffisant pour enrichir les collections d'environ 6 000 nouveaux documents. «À un moment donné, on sature, on ne peut pas pousser les murs. Chaque année, on fait ce qu'on appelle le désherbage, selon des critères précis, pour renouveler les collections.» Le SDL est en capacité de stocker

environ 52 000 ouvrages sur place. Ce désherbage concerne surtout des documents vieillissants, qui ont plus de vingt ans. «On considère qu'il faut passer à autre chose.» Mais aussi ceux présents en doublon ou ceux qui sont très peu empruntés. Ces 3 000 ouvrages ont encore leur code-barres, leur protection plastifiée et seront tamponnés pour bien signifier qu'ils sont issus d'un don. Il n'y a pas de nombre limité de livres par personne. «Notre objectif, c'est qu'ils par-

tent tous. On sera présent sur place pour aiguiller les gens, ils ne seront pas livrés à eux-mêmes», précise Amélie Averlan. Elle balaie la critique sur la concurrence déloyale envers les librairies. «Je ne pense pas que ça leur fasse du tort, je pense qu'on est complémentaire. Notre intérêt est commun: que les gens lisent.»

(1) Don de livres ces mercredi 19, jeudi 20 et vendredi 21 de 8h30 à 18h dans les locaux du SDL aux Glamots à Roullet-Saint-Estèphe. Contact: 05.16.09.50.14.

■ L'unique poissonnerie de Cognac a ouvert avenue Victor-Hugo, où trois autres commerces de bouche formeront bientôt un pôle alimentaire ■ Aux halles, on n'aime pas trop.

# Une marée alimentaire déferle aux portes de la ville

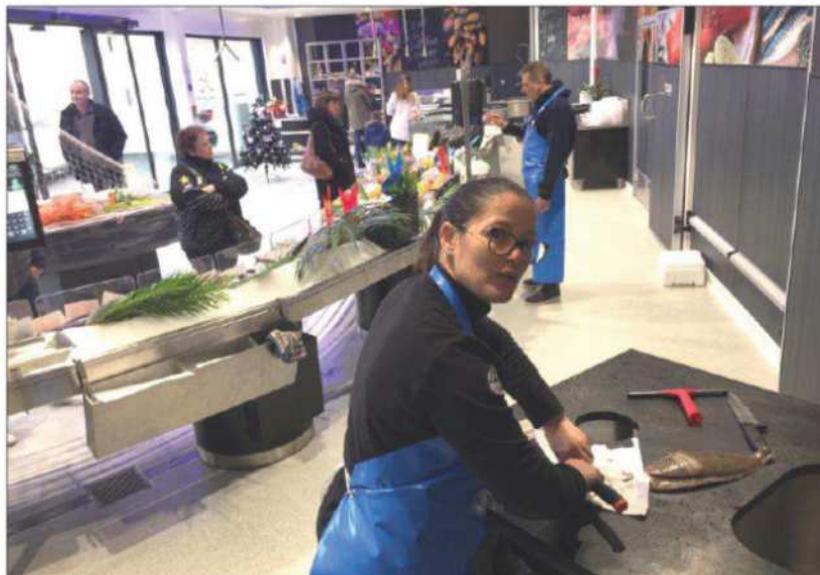
Marc BALTZER  
m.baltzer@charentelibre.fr

S'éverine et Wilfrid Menard n'oublieront pas de sitôt l'ouverture de leur poissonnerie, mardi dernier avenue Victor-Hugo. Du matin au soir, les 120 m<sup>2</sup> de leur boutique X'Océan étaient noirs de monde et leurs 200 m<sup>2</sup> de cuisine en coup de feu continu. Comme c'était annoncé depuis trois mois (lire CL du 19 septembre), le couple de commerçants ambulants de Cierzac (17) a loué les anciens locaux Yamaha, propriété du patron de la Fromentière, Loïc Brecq. Pour y créer

»

**D'habitude, je vais au supermarché ou au marché de Saintes. Ça sera pratique.**

l'unique poissonnerie de l'agglomération cognaçaise, tout en conservant ses marchés de Châteaubernard, Ruelle et Barbezieux, entre autres (avec cinq emplois créés à la clé). Il faut croire que l'idée était bonne et la demande forte.



La poissonnerie X'Océan a été l'objet de curiosité et a attiré beaucoup de monde à l'ouverture.

Photo M. B.

«J'adore le poisson, confirme Laurence Bourdin, de Salignac (17), qui a craqué pour les plats de traiteur que propose aussi X'Océan. D'habitude je vais au supermarché ou au marché de Saintes. Je viens souvent à Cognac, ça sera pratique: ils ont un choix que je n'ai pas vu ailleurs,

tout est là au même endroit.» Et ce n'est pas fini puisque Loïc Brecq, de la Fromentière, annonce aussi l'arrivée de trois autres commerces de bouche dans la halle voisine, qui lui appartient aussi. «Des professionnels connus à Angoulême, dont un caviste», détaille-t-il en promettant la naissance de ce «pôle gourmand» vers Pâques.

## Trois commerçants des halles d'Angoulême sont attendus

Le propriétaire n'en dira pas davantage mais des pistes solides circulent déjà dans le petit monde des métiers de bouche. Les trois candidats pressentis sont déjà présents aux halles d'Angoulême puisqu'il s'agirait du charcutier-traiteur Joris Dantony, du fromager Ludovic Loizeau et du caviste Jacques Soulat. Contactés hier, les deux derniers n'ont pas donné suite. Tandis que Jacques Soulat

confirme un intérêt, tout en précisant que «rien n'est signé» et que le dossier sera traité après les fêtes de fin d'année.

En tout cas, la perspective a de quoi inquiéter l'autre «pôle gourmand» de la ville: le marché couvert qui cherche justement à se redynamiser. Et qui a quelques handicaps comme le stationnement payant en semaine, les horaires d'ouverture voire le confort (les halles sont frisquettes en hiver). «Le soleil se lève pour tout le monde, philosophe la maraichère Vanessa Valadon, présidente de l'association des commerçants des halles. C'est nouveau, les gens vont essayer, c'est normal. Après, c'est dommage de créer des choses au lieu de rentabiliser un marché existant.» «J'ai fait le tour des cavistes de Cognac, réplique Loïc Brecq. Aucun n'était prêt à venir, c'est pour ça que je me suis tourné vers Angoulême.» Le dernier mot reviendra aux clients, de toute manière.

En vue

## Marion Sokolik garde le sourire



Marion Sokolik sera à Cognac mercredi, au Galaxy, pour honorer son titre régional.

Photo comité Miss France

D'écue, «forcément, l'objectif était déjà d'être dans les 12 finalistes, c'est pas passé», mais heureuse tout de même «d'avoir vécu toute cette belle aventure et cette soirée finale géniale au Zénith de Lille, soutenue par ma famille et mes amis.» La Saint-Briçoise Marion Sokolik, Miss Poitou-Charentes, gardait le sourire hier soir malgré son élimination dès la première sélection du concours Miss France 2019, remporté samedi soir par Miss Tahiti, Vaimalama Chaves, 24 ans. Malgré sa fatigue aussi «un peu éprouvée par les derniers jours de répétition et ce mois dense au cours duquel on a fait tellement de choses», dit-elle, la tête encore un peu dans les nuages et les souvenirs qui s'entremêlent. «L'île Maurice, les copines Miss, ce final, ce spectacle, c'était vraiment top comme expérience. Il va falloir redescendre sur terre maintenant, se poser, je vais profiter des fêtes pour prendre le temps», entrevoit-elle, même si sa couronne régionale va quelque peu l'accaparer d'ici là. A commencer dès ce mercredi à Cognac où elle sera présente au Galaxy pour l'avant-première du film «A deux heures de Paris», de Virginie Verrier et avec Fred Testot, après un passage mardi à Jarnac pour revoir ses collègues et patrons de la pharmacie du château histoire d'organiser aussi son retour au quotidien en janvier.



Photos G.B.

## Dimanche au balcon au marché de Saint-Jacques

Samedi au tison, dimanche au balcon. Un brin désert samedi à cause de la pluie, le marché de Noël du quartier Saint-Jacques à Cognac a rassemblé la grande foule hier, avec des queues d'attente pour y entrer, aussi longue que celle de Mickey le quel, comme Minnie, Donald et consorts, n'a pas ménagé sa peine pour ravir petits et grands et les embarquer avec tous les exposants réunis sur le chemin de Noël.

## A chacun ses armes !

Chacun était dans son rôle, et chacun avec ses armes ce samedi à Cognac lors du défilé des gilets jaunes en centre-ville. Et si ce fonctionnaire n'a pas accepté la rose que cette manifestante lui tendait, jaune évidemment, il n'a pas eu besoin de se servir de son tonfa non plus, le rassemblement s'est déroulé dans le calme et sans heurts comme annoncé par les organisateurs. On attend les bisous pour l'acte VI.



## Féerie magique au Castel



Photos G. B.

Ce dimanche, le temps s'est arrêté au Castel de Châteaubernard pour laisser place à la magie de Noël. Pas une fois, mais à trois reprises dans l'après-midi, ce qui vaut déjà un grand coup de chapeau à la troupe de Créa'Scène, l'association de chant et de danse qui présentait «Féerie de Noël», sa dernière création. Un spectacle très réussi, second coup de chapeau, comme le public l'a confirmé à chaque représentation, pas avare d'applaudissements pour saluer la prestation des 18 artistes de ce spectacle dans lequel, du génie aux lutins en passant par Blanche Neige, Spiderman ou encore la Reine des neiges, tous ont fait corps dans de jolis tableaux pour retrouver le père Noël disparu.

## La Passerelle réunit les familles

Les bénévoles de l'Aserc (Association socio-éducative de la région de Cognac) ont été récompensés de leurs efforts. Pour sa deuxième édition, la fête de Noël du centre social La Passerelle a rassemblé plus de 130 personnes, samedi. Des familles venues de tous les quartiers de la ville qui ont eu de quoi

s'amuser tout l'après-midi entre jeux, ateliers calligraphie, maquillage, galets... mais aussi lecture de contes, dédicaces et photos avec le père Noël sans oublier le spectacle final très réussi de la compagnie Zébrophone.



Photos CL



Photos G. B.

## Les CE (presque) à la fête

Barbes à papa, manèges, pop-corn à gogo et jeux en tous genres: l'Espace 3000 de Cognac avait des allures de fête foraine ce week-end

pour le traditionnel arbre de Noël intercomité d'entreprises. Prêts de 10 000 personnes, enfants et parents, ont profité de ce grand rendez-vous. Seule ombre au tableau pour les organisateurs: la note de la location de la salle, 6 000 €, réclamée par la mairie qui en faisait cadeau jusque-là comme participante à cet événement. Pas très classe !



Le mouvement semblant s'essouffler samedi, Édouard Philippe a précisé dès hier soir les modalités des mesures en faveur des «gilets jaunes».

PHOTO AFP

# Gilets jaunes: la décrue avant la sortie de crise?

**L**e bout du tunnel? L'exécutif espère que la forte baisse de la mobilisation des «gilets jaunes» samedi annonce la sortie d'une crise qui a fait trembler la Macronie. Et compte désormais sur la concertation pour apaiser cette colère sur la durée. Édouard Philippe a d'ailleurs précisé dans un entretien au journal *Les Échos* publié en ligne dès hier soir les modalités des mesures en faveur des «gilets jaunes» (lire ci-dessous). De son côté, la secrétaire d'État à l'Égalité entre les femmes et les hommes Marlène Schiappa a appelé, hier sur LCI, les «gilets jaunes» à «arrêter la surenchère et à rentrer maintenant dans le grand débat» que veut lancer l'exécutif sur tout le territoire. Car même si plusieurs appels à un acte VI circulent sur les réseaux sociaux pour samedi prochain et même vendredi, jour des 41 ans d'Emmanuel Macron, l'apaise-

■ Acte V, clap de fin? ■ L'exécutif mise sur la forte baisse de la mobilisation samedi pour sortir de la crise ■ Édouard Philippe a détaillé son «plan» hier soir ■ Sans crier victoire.

ment était palpable. Un nombre de manifestants divisé par deux (66.000), moins de blessés, d'interpellations et de voitures qui

»  
Le «yakafokon», c'est le contraire de l'intelligence collective.

brûlent: après un mois de blocages, des centaines de milliers de personnes dans les rues et des scé-

nes d'insurrection, la journée de samedi a marqué, selon Jérôme Sainte-Marie, sondeur à Polingvox, «la fin d'un cycle de mobilisation». Si tous les blocages ne se lèveront pas en un jour, le gouvernement ne cache pas son soulagement. «Le temps du dialogue est venu», souligne le président de l'Assemblée nationale Richard Ferrand. «Les ronds-points doivent être libérés et la sécurité de tous redevenir la règle», a ajouté le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner. Mais pas question de crier victoire et encore moins de conclure à une quelconque défaite des «gilets jaunes» qui ont obtenu bien plus que les syndicats ou partis d'opposition avant

eux. Annulation de la hausse de la taxe carbone, gel des tarifs de l'électricité et du gaz, hausse de 100 euros des revenus au niveau du Smic, heures supp défiscalisées, exemption de hausse de CSG pour les retraités gagnant moins de 2.000 euros... la liste des concessions arrachées au Président Macron est spectaculairement longue.

## «Complexe de plouc»

«Ils ont réussi à faire reculer un pouvoir qui pourtant paraissait très fort», estime Jérôme Sainte-Marie, pour qui le mouvement s'essouffle seulement parce qu'il «n'a plus d'objet, car pas d'objectif précis». La tentative de rapprochement doit se cristalliser lors du grand débat que l'exécutif lance sur deux mois et demi. Cette «grande concertation nationale», dont les détails doivent être connus dans la semaine, doit s'appuyer fortement sur les maires. En préambule, l'Association des Maires ruraux de France a lancé hier un appel demandant à la France périphérique et silencieuse de se «débarrasser du complexe du plouc» et de les «soutenir» pour «imposer» leur parole commune face à la «cécité» de beaucoup de dirigeants. Samedi, les manifestants étaient nombreux à réclamer l'organisation d'un «RIC», un référendum d'initiative citoyenne. Richard Ferrand invite chacun à dire «ce qu'il pense». «Parce que le «yakafokon», c'est le contraire de l'intelligence collective», dit-il. Avant de promettre: «Il n'y aura pas de carabistouille.»

## Le sondage

Et si l'on rejouait le match de la présidentielle, qu'en serait-il? Selon un sondage Ifop publié hier par *Le Journal du Dimanche*, si les Français revotaient aujourd'hui pour la présidentielle en pleine crise des «gilets jaunes», Marine Le Pen arriverait en tête au 1<sup>er</sup> tour avec 27 % des voix, suivi de près par Emmanuel Macron avec 25 % des suffrages, c'est-à-dire mieux qu'en 2017 (24 %). «Le big bang électoral se poursuit. On n'est plus dans une bipolarisation où un chef de l'État impopulaire aurait déjà perdu la présidentielle. Au contraire, ça reste ouvert», explique au JDD le directeur général adjoint de l'Ifop.

## «La lourde responsabilité de la gauche»

Sans épargner le Président Macron, l'ancienne ministre de la Justice Christiane Taubira (PHOTO AFP) pointe la responsabilité de la gauche, dont elle juge l'état «désespéré et désespérant», dans la crise des «gilets jaunes», lors d'un entretien au *Journal du Dimanche* hier. La responsabilité de la gauche «est lourde, très lourde, sur le passé, sur le présent. Elle peut être plus encore si la gauche ne comprend pas que c'est à elle qu'il revient d'offrir un débouché politique à ce mouvement», estime Christiane Taubira qui fut garde des Sceaux de 2012 à 2016 pendant le quinquennat de François Hollande.



La gauche, ajoute-t-elle, «doit dégager très vite une perspective, au lieu de continuer à bavarder, rabâcher, radoter des choses informes et insensées». Interrogée sur un possible retour en politique à l'occasion des européennes de mai 2019, elle répond qu'elle a été sollicitée à la fois par Yannick Jadot (EELV), Benoît Hamon (Généralistes) et Olivier Faure (PS) «pour conduire une liste». «Mais c'est encore une fois chacun dans son couloir!», regrette-t-elle.

## POLÉMIQUE

Une photo retouchée sur France 3. France 3 s'est excusée hier pour avoir diffusé une photo d'un «gilet jaune» brandissant une pancarte où apparaissait seul le nom du président Emmanuel Macron, alors que sur le cliché original de l'AFP, on lisait «Macron dégage». La chaîne, accusée de censure après avoir diffusé cette photo retouchée lors de son JT de samedi, a tweeté hier qu'il n'y avait «aucune volonté de masquer cette pancarte», invoquant «une erreur humaine».

## La hausse du Smic versée dès le 5 février

Dans un entretien au quotidien *Les Échos* à paraître aujourd'hui et mis en ligne hier soir, le Premier ministre Édouard Philippe a précisé les modalités des mesures en faveur des «gilets jaunes». Il indique que le gain de 100 euros net pour les salariés proches du Smic passera «par une hausse massive de la prime d'activité» qui sera versée dès le 5 février pour compléter le salaire de janvier». Cette hausse ne concernera donc pas tous les salariés au Smic car la prime d'activité tient compte de l'ensemble des revenus du ménage, mais nous allons élargir le nombre de foyers éligibles, qui passera de 3,8 millions à 5 millions», a précisé le Premier ministre. Au total, les mesures annoncées par Emmanuel

Macron lundi soir, parmi lesquelles figurent aussi les heures supplémentaires défiscalisées ou l'exemption de hausse de CSG pour les retraités gagnant moins de 2.000 euros, vont se chiffrer à environ «10 milliards d'euros». Le déficit, prévu à 2,8 % en 2019, devrait en conséquence se creuser légèrement et atteindre 3,2 % du PIB, a indiqué Édouard Philippe. Afin d'atténuer les conséquences pour les finances publiques de ces mesures, le gouvernement a décidé de limiter la baisse du taux d'impôt sur les sociétés à celle de moins de 250 millions d'euros de chiffre d'affaires l'année prochaine. Elle sera décalée d'un an pour les autres, a précisé le Premier ministre. «Nous demandons donc un

effort aux plus grandes entreprises pour nous permettre de décaler une recette supplémentaire de l'ordre de 1,8 milliard d'euros», a-t-il expliqué. Ces mesures doivent être présentées en Conseil des ministres mercredi avant de passer à l'Assemblée nationale jeudi et au Sénat vendredi. ■ «OUI AU RIC». Le Premier ministre s'est également déclaré favorable sur le principe à un référendum d'initiative citoyenne (RIC), une des principales revendications des «gilets jaunes», qui peut être un «bon instrument dans une démocratie». Sur la forme, le Premier ministre, s'est fendu, comme le président lundi, d'un mea culpa en concédant des «erreurs» dans la gestion d'une crise qui secoue le pays depuis un mois.

# Climat: la COP24 trouve un accord à minima

Les 196 États réunis en Pologne ont clos samedi la COP24 par un compromis assurant l'application de l'Accord de Paris en 2020, comme prévu. Des «règles du jeu» jugées insuffisantes par beaucoup.

La communauté internationale a doté samedi l'accord de Paris des outils qui lui donneront vie, mais sans s'engager à faire plus et plus vite contre le réchauffement climatique malgré l'urgence et les catastrophes qui se déchaînent à travers le monde. Il y a quelques semaines, les scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) tiraient la sonnette d'alarme: dans un monde à +2°C, objectif minimal du pacte climatique de 2015, les impacts seraient bien plus importants que dans un monde à +1,5°C, limite idéale de l'accord. Mais pour rester sous +1,5°C, il faudrait réduire les émissions de CO2 de près de 50 % d'ici 2030 par rapport à 2010, alors que les engagements actuels des États annoncent un monde à +3°C avec son lot de tempêtes, sécheresses, inondations...

## Négociations ardues

Face à ce coup de semonce, nombre de délégations, en particulier les vulnérables États insulaires, espéraient que pour cette 24<sup>e</sup> Conférence climat de l'ONU (COP24) les pays promettent de relever d'ici 2020 leurs engage-

ments de réduction des gaz à effet de serre. Mais dans un contexte géopolitique peu propice, les États se sont surtout appliqués à boucler les règles qui permettront d'appliquer l'accord. Elles ont été adoptées samedi sous les applaudissements nourris des délégations. Préparé pendant trois ans et finalisé lors de ces 14 derniers jours - et quelques

”

**Vous ne pouvez pas vous réunir après ça, et dire que vous ne pouvez pas faire plus!**

nuits - de négociations tendues, ce «mode d'emploi» d'une centaine de pages fixe notamment les modalités de suivi des actions nationales. Une flexibilité a été accordée aux pays en développement. Le Président français Emmanuel Macron s'est dit satisfait. «La communauté internationale reste engagée dans la lutte contre le changement climatique. Bravo

à l'ONU, aux scientifiques, aux ONG et à tous les négociateurs», a-t-il écrit sur Twitter. Ce manuel d'utilisation «est suffisamment clair pour opérationnaliser l'Accord de Paris et c'est une bonne nouvelle», a commenté la ministre espagnole de l'Environnement Teresa Ribera, même si comme beaucoup d'autres, elle aurait aimé des «messages beaucoup plus forts» sur l'ambition, tout comme le secrétaire général de l'ONU (lire encadré). «Ce manque de réponse au rapport du Giec, c'est choquant», renchérit Jennifer Morgan, de Greenpeace: «Vous ne pouvez pas vous réunir après ça, et dire que vous ne pouvez pas faire plus!» La décision finale de la COP se limite de fait à «répéter la demande de mise à jour» des engagements d'ici 2020, déjà formulée dans l'accord de Paris. Elle «insiste sur l'urgence d'une ambition accrue», sans calendrier. «Alors que les États-Unis et trois autres importants pays pétroliers ont empêché l'urgence de l'action d'être pleinement reflétée dans la décision finale, la majorité des pays ont entendu l'alerte désespérée des scientifiques», a commenté Alden Meyer, expert de l'Union of Concerned Scientists.



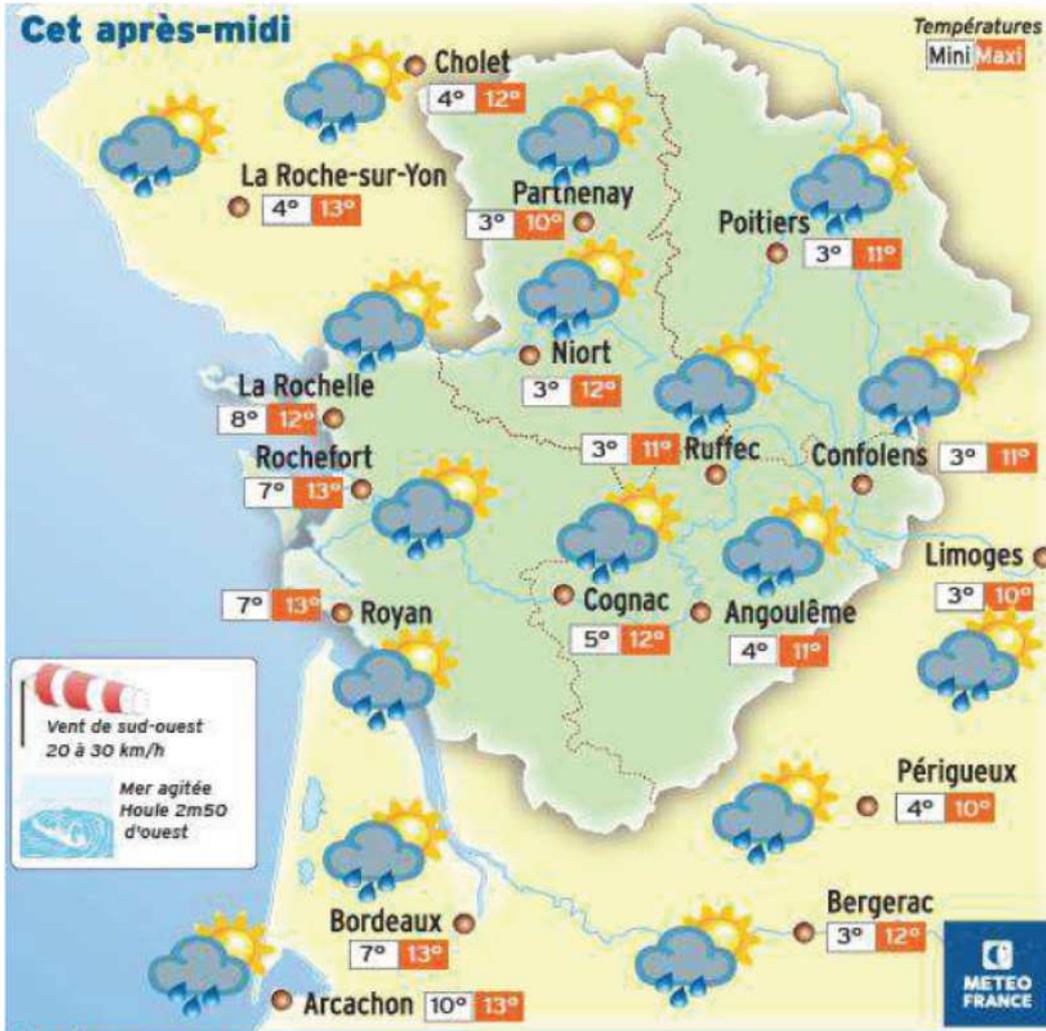
Le sommet a réussi à rendre opérationnel l'accord de Paris de 2015, mais a échoué à engager une hausse collective des efforts. Photo CL

## L'ONU appelle à «l'ambition» face à l'urgence climatique

«Ambition, ambition, ambition, ambition, ambition.» Le secrétaire général de l'ONU a appelé samedi la communauté internationale à renforcer son action contre le réchauffement planétaire, à ce stade insuffisante pour contrer les dérèglements du climat. La 24<sup>e</sup> conférence de l'ONU sur les changements climatiques à Katowice «a montré une fois de plus la résilience de l'accord de Paris, notre robuste feuille de route de l'action climatique», a dit Antonio Guterres, dans un message lu par la responsable climat de l'ONU. «L'approbation du programme

de travail de l'accord de Paris est la base d'un processus de transformation qui demandera une ambition renforcée de la part de la communauté internationale. La science a clairement montré que nous avons besoin d'ambition accrue pour battre le changement climatique», a-t-il ajouté. Et «désormais mes cinq priorités seront ambition, ambition, ambition, ambition et ambition», a-t-il répété: «Ambition en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'adaptation, de financements, de coopération technique et d'innovation technologique.»

# Cet après-midi



## Quelques averses.

Les nuages sont encore nombreux, avec un risque d'averses toute la journée, sans doute moins prononcé sur le Poitou. Le vent a bien faibli, de Sud à Sud-Ouest modéré par moments. Les températures maximales sont voisines de 10 à 12°, localement 13 sur le littoral Charentais.

Day	Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
<b>Mardi</b>	6° 12°	5° 11°	4° 11°	3° 10°
<b>Mercredi</b>	8° 11°	6° 10°	6° 10°	5° 9°
<b>Jeudi</b>	6° 11°	6° 11°	5° 10°	5° 9°
<b>Vendredi</b>	9° 14°	8° 14°	7° 13°	6° 13°
<b>Samedi</b>	11° 14°	11° 14°	10° 14°	10° 13°
<b>Dimanche</b>	10° 15°	10° 15°	9° 15°	10° 14°

# L'alerte jaune pas levée

**SOCIAL** La mobilisation des gilets jaunes a fondu mais la crise n'est pas finie pour autant. Macron est sous pression

BENOÎT LASSERRE  
blasserre@sudouest.fr

Le mouvement s'essouffle, l'exécutif souffle. L'acte V des gilets jaunes, samedi, a incontestablement révélé un coup de mou dans la mobilisation. 66 000 manifestants recensés, contre 125 000 le samedi précédent et, heureusement, moins de violences et moins de gardes à vue.

Plusieurs facteurs expliquent cette désaffection. Une lassitude évidente car même si on se fait des copains sur les ronds-points, on finit aussi par s'y ennuyer; la proximité des fêtes de Noël et de la trêve des confiseurs, même si celle-ci sera fragile; les annonces faites par le chef de l'État qui, à défaut d'enthousiasmer ses destinataires, ont toutefois convaincu les plus modérés de retirer leur gilet et ont déclenché une érosion certaine dans l'approbation des Français; l'attentat de Strasbourg malgré la paranoïa complotiste qui s'est emparée de nombreux manifestants; et enfin, une météo maussade qui a déteint sur le moral des troupes.

## Bayrou met en garde

Emmanuel Macron et son gouvernement auraient cependant tort de croire que la pièce s'arrête à l'acte V. S'il est peu probable qu'un acte VI se produise samedi prochain, voire vendredi pour les 41 ans du président de la République, le jaune va briller en ce début d'année 2019.

« La participation est moindre mais les problèmes ne sont pas réso-

lus pour autant », a ainsi prévenu François Bayrou, allié exigeant d'Emmanuel Macron.

Les gilets jaunes ont obtenu de nombreuses concessions de la part du président de la République. Et celui-ci, bousculé dans un calendrier dont il voulait rester le maître, est désormais sous pression, pris entre le marteau de ses promesses et l'enclume de Bruxelles qui surveille le déficit budgétaire. Hausse du smic, défiscalisation des heures supplémentaires, geste pour la CSG des retraités, l'addition va grimper aux alentours de 10 milliards d'euros.

« Il n'y aura pas de carabistouilles », s'est de son côté engagé Richard Ferrand dans « Le Journal du dimanche ». Le très macroniste président de l'Assemblée nationale rappelle ainsi que l'augmentation du Smic, ce sera 100 et pas 99,50 euros.

Pour être applicables dès le 1<sup>er</sup> janvier, les promesses élyséennes devront d'ailleurs passer par le feu vert du Conseil des ministres mercredi, des députés jeudi, et celui des sénateurs vendredi. Ce qui promet de belles empoignades verbales.

Le même Richard Ferrand ne se cache même plus pour inviter les gilets jaunes à participer à des élections que la plupart considèrent comme inutiles et à constituer une liste aux élections européennes du 26 mai prochain.

Et pour cause. Cette liste ne coûterait électoralement rien au parti présidentiel mais affaiblirait en revanche le Rassemblement national et La France Insoumise qui, comme des



Mobilisation des gilets à Bordeaux, samedi dernier. PHOTO LAURENT THELLETIN/SUD OUEST

moteurs diesel, ont mis du temps à soutenir le mouvement avant de tourner à 100 % en sa faveur, quitte à produire des particules politiques pas toujours fines.

Hier encore, Jean-Luc Mélenchon s'est réjoui que les gilets jaunes aient repris l'essentiel de son programme présidentiel et qu'ils aient lancé la révolution citoyenne qu'il appelait de ses vœux.

## Le Pen profite, pas Mélenchon

Sauf que cela ne se traduirait pas dans les urnes à en croire un sondage Ifop pour « Le Journal du dimanche », réalisé du 11 au 13 décembre. Si l'élection présidentielle se déroulait dimanche prochain, le chef des In-

soumis monterait certes sur la troisième marche du podium, devant François Fillon ou Laurent Wauquiez (piteusement scotché à 10 %) mais loin de son score de 2017 (au mieux 14 % au lieu de 19,6 %). Sondage bidon, s'est exclamé l'intéressé. C'est bien connu, les sondages ne sont sérieux et fiables que lorsqu'ils vous donnent raison.

Emmanuel Macron, qui glisse toujours sur le toboggan de l'impopularité, améliore pourtant son score de premier tour 2017 et fait presque jeu égal avec Marine Le Pen, portée par la vague jaune, alors qu'elle n'a participé à aucun défilé, contrairement à Jean-Luc Mélenchon.

Ce qui témoigne de la difficulté à

mener une analyse politique d'un mouvement surgi d'un ras-le-bol et qui n'a pour véritable assise que les ronds-points et les réseaux sociaux où se propagent, comme un incendie de garrigues, les mensonges les plus énormes et les informations sans fondement.

Place désormais, et jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 2019, au grand débat national, promis par le chef de l'État et dont ses adversaires politiques n'attendent pas grand-chose. « Du blabla » pour Jean-Luc Mélenchon. C'est l'ex-ministre des Sports, Chantal Jouanno, qui en assurera la coordination. Une ancienne championne de karaté. De bon augure car il y a des gilets qui se transformeront en kimonos.

## « Nous avons fait des erreurs »

**POLITIQUE** Édouard Philippe a détaillé les modalités de la hausse du smic, qui interviendra dès le 5 février

Dans un entretien accordé au quotidien économique « Les Echos », à paraître aujourd'hui et mis en ligne hier soir, le Premier ministre a indiqué que le gain de 100 euros net pour les salariés proches du smic, mesure annoncée par Emmanuel Macron pour apaiser la colère des gilets jaunes, passerait « par une hausse massive de la prime d'activité », qui sera versée « dès le 5 février pour compléter le salaire de janvier ».

Cette hausse ne concernera donc pas tous les salariés au smic car la prime d'activité tient compte de l'ensemble des revenus du ménage. Mais nous allons élargir le nombre de foyers éligibles, qui passera de 3,8 millions à 5 millions », a précisé Édouard Philippe. « Nous avons préféré cette solution à une baisse des cotisations salariales, qui était plus injuste et qui, à ce titre, a déjà été censurée par le Conseil constitutionnel », a-t-il ajouté. « Cette réforme va bien au-delà des personnes qui sont

juste au smic : tous les salariés célibataires sans enfant auront 100 euros de plus jusqu'à 1 560 euros net de revenus. Avec un enfant, une mère célibataire - et elles sont nombreuses sur les ronds-points - pourra percevoir la prime jusqu'à 2 000 euros de salaire. Un couple (avec) deux enfants, dont l'un gagne le Smic et l'autre 1 750 euros, verra ses revenus augmenter de 200 euros », a détaillé le Premier ministre.

## « Changement de méthode »

Suite aux mesures annoncées par le chef de l'État la semaine dernière, le déficit, prévu à 2,8 % en 2019, devrait se creuser légèrement et atteindre 3,2 % du PIB, a indiqué Édouard Philippe, puisque le gouvernement ne touchera pas à la transformation du CICE en baisse des charges, comme le réclamaient certains dans la majorité.

Afin d'atténuer les conséquences pour les finances publiques, l'exécutif

a décidé de limiter la baisse du taux d'impôt sur les sociétés à celle de moins de 250 millions d'euros de chiffre d'affaires l'année prochaine. Elle sera décalée d'un an pour les autres, a précisé le Premier ministre. « Nous demandons donc un effort aux plus grandes entreprises pour nous permettre de dégager une recette supplémentaire de l'ordre de 1,8 milliard d'euros. »

Édouard Philippe s'est par ailleurs déclaré favorable sur le principe à un référendum d'initiative citoyenne (RIC), l'une des principales revendications des gilets jaunes, qui peut être un « bon instrument dans une démocratie » mais « pas sur n'importe quel sujet ni dans n'importe quelles conditions ».

Sur la forme, le Premier ministre, s'est fendu, comme le président lundi, d'un mea culpa en concédant des « erreurs » dans la gestion d'une crise qui secoue le pays depuis un mois. « Nous n'avons pas assez écouté les



Édouard Philippe : « Nous demandons un effort aux plus grandes entreprises ». PHOTO AFP

Français. Je reste persuadé qu'ils veulent qu'on transforme ce pays. Je leur dis que leur impatience est la mienne. Nous allons continuer à réparer le pays en les associant d'avantage », a-t-il promis, ajoutant qu'il n'y a « pas de tournant » mais « un changement de méthode ».

## EN BREF

### RONDS-POINTS OCCUPÉS

Tous les ronds-points ne seront pas évacués en un jour. « Les combats sont finis, le débat c'est maintenant », a souligné sur France 3 le président de l'Assemblée, Richard Ferrand, sans exclure l'envoi de « CRS ou de gendarmes à la campagne » pour « libérer l'espace public ». Une source policière fait valoir que les déblocages se poursuivront « au cas par cas ».

### L'APPEL DES MAIRES RURAUX

« Nous appelons les Français à se fédérer, à ne pas baisser les bras face à la cécité de beaucoup de nos dirigeants », a indiqué hier l'Association des maires ruraux de France (AMRF), qui a recueilli les paroles de citoyens dans le cadre du mouvement des gilets jaunes, dans des « cahiers de doléances ». « Débarassez-vous du " complexe du plouc ", qui entrave la capacité à agir et à revendiquer un avenir meilleur », préconisent-ils. « Sans vous, nous ne pourrions rien, insistent les élus. Venez dans nos mairies, amplifions le mouvement ! »

# Vraiment pas de quoi sauter de joie

**RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE** La COP24 concrétise l'accord de Paris mais sans s'engager à faire plus ni plus vite, malgré les catastrophes

Les scientifiques du Giec ont récemment tiré la sonnette d'alarme : dans un monde à +2 °C, objectif minimal du pacte climatique de 2015, les impacts seraient bien plus importants que dans un monde à +1,5 °C, limite idéale de l'accord. Seulement, pour rester sous +1,5 °C, il faudrait réduire les émissions de CO<sub>2</sub> de près de 50 % d'ici 2030, par rapport à 2010, alors que les engagements actuels des États préfigurent un monde à +3 °C, avec son lot de tempêtes, sécheresses, inondations...

Nombre de délégations espéraient qu'avec cette mise en garde, la 24<sup>e</sup> Conférence climat de l'ONU (COP24) pousserait les États à vite relever leurs engagements de réduction des gaz à effet de serre. En fait, ils se sont contentés de boucler les règles qui permettront d'appliquer l'accord, finalement adoptées samedi sous les applaudissements.

Préparé pendant trois ans et affiné

ces 14 derniers jours (et quelques nuits) de négociations tendues, ce « mode d'emploi » d'une centaine de pages fixe notamment les modalités de suivi des actions nationales.

Si Emmanuel Macron s'est dit satisfait que « la communauté internationale reste engagée dans la lutte contre le changement climatique », Jennifer Morgan, de Greenpeace, déplorait : « Ce manque de réponse au rapport du Giec, c'est choquant. » La COP s'est donc limitée à « répéter la demande de mise à jour » des engagements d'ici 2020, déjà formulée dans l'accord de Paris. Et « insiste sur l'urgence d'une ambition accrue... mais sans calendrier.

## « Seconde classe »

Une passe d'arme sur la reconnaissance ou non des conclusions du Giec avait donné le ton en milieu de COP, États-Unis, Arabie Saoudite et Russie refusant la mention « accueille favorablement » dans la dé-



**Avoir pu trouver, in extremis, un accord a minima, à l'issue de très longs débats peut seul expliquer l'explosion de joie des délégations. Sur le fond, il n'y a pas eu d'avancée concrète.** AFP

cision finale. Mais dans un message, lu samedi soir, le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a assuré que le combat n'était pas terminé.

Sortants de l'accord de Paris mais toujours présents dans les discussions, les États-Unis ont vivement défendu leurs positions climatosceptiques, alors que la Chine, passée à la vitesse supérieure, s'est montrée constructive. La Banque mondiale

et quelques pays comme l'Allemagne ont annoncé de nouvelles contributions financières.

Au nom du groupe « G77 et la Chine », qui représente quelque 130 pays en développement, l'Égypte a regretté un régime « centré » sur la réduction des émissions, « les besoins urgents des pays en développement étant relégués à un statut de seconde classe ».

## Des dépenses qui vont faire fonctionner les débats



Alain Rousset, président de la Région Nouvelle-Aquitaine, en octobre dernier.

ARCHIVES FABRIEN COTTAREALI/« SO »

**POLITIQUE** Les élus régionaux doivent adopter le budget 2019. Il s'élève à 3,2 milliards d'euros

Partisan de la grande vitesse (ferroviaire), Alain Rousset va devoir certainement faire preuve d'autorité pour enchaîner sans temps mort les dossiers de la dernière session plénière de l'année, aujourd'hui et demain. Le président de Nouvelle-Aquitaine est en effet attendu demain, à Biarritz, pour une réunion préparatoire au G7, qui se déroulera fin août, dans la ville basque. Il est probable que son opposition prendra un malin plaisir à prolonger les débats, elle qui ne cesse de déplorer des ordres du jour trop chargés pour si peu de sessions plénières.

Celle de décembre ne fait évidemment pas exception. Avec comme plat de résistance le budget primitif 2019. Le premier depuis qu'Alain Rousset a signé sans enthousiasme le pacte budgétaire avec l'État contraignant les collectivités locales à ne pas

augmenter de plus d'1,2 % leurs dépenses de fonctionnement. Dans cet exercice 2019 d'un montant global de 3,2 milliards d'euros, elles s'élèvent à 2,26 milliards. En hausse de 2 % par rapport à 2018 et donc au-delà du seuil autorisé par Bercy.

### Investissement en hausse

« Certes, corrige Andréa Brouille, vice-présidente déléguée aux finances, mais certaines dépenses ne sont pas imputables à la Région et nous avons négocié leur prise en compte avec l'État. Si on ne prend en considération que nos véritables dépenses, le budget fonctionnement est même en diminution de 0,5 % ». Cette double lecture va sûrement alimenter les échanges entre élus de la majorité et de l'opposition. Les autres chiffres du budget devraient moins prêter à la

controverse, à en croire Andréa Brouille. Le budget investissement, de l'ordre de 917 millions, est en hausse de 3 %, avec un effort quinquennal d'1,2 milliard en direction des lycées. La Région empruntera 523 millions d'euros, soit 11 % de moins qu'en 2018, et son autofinancement (366 millions) augmente de 33 %.

Les entreprises, la jeunesse, la formation, l'égalité des territoires restent les priorités de l'exécutif. Ainsi que la transition énergétique, la culture avec l'ouverture, en 2019, de la Meca (Maison de l'économie créative et de la culture), quai de Paludate à Bordeaux, et les transports avec une enveloppe d'1,8 milliard d'euros d'ici à 2024 pour améliorer le service des TER, dans le cadre d'une nouvelle convention avec la SNCF, qui fait grincer les dents de la gauche anti-libérale, représentée

### FORD BLANQUEFORT

Aujourd'hui et demain s'achèveront les discussions engagées dans le cadre du plan social qu'a ouvert Ford. Depuis l'annonce de Ford faite jeudi de ne pas retenu l'offre de reprise du site de Blanquefort (33) par l'industriel belge Punch Powergate, les élus ne décolèrent pas. Dans le week-end, les présidents de la Métropole, Alain Juppé, de la Région, Alain Rousset, et du Département, Jean-Luc Gleyze, ainsi que le maire de Blanquefort, Véronique Ferreira, dépassant leur clivage politique, ont ainsi décidé de rédiger une déclaration commune, à retrouver sur notre site, sudouest.fr

dans la majorité d'Alain Rousset. **Benoît Lasserre**

# « On n'a plus rien à perdre »

**GILETS JAUNES** Le mouvement a moins mobilisé samedi, marqué par deux manifestations à Angoulême et Cognac et des actions ponctuelles, sans heurts

La mobilisation a encore perdu en nombre, samedi en Charente, sans pour autant s'étioler. Les forces de l'ordre avaient reconduit leurs effectifs. Il n'y a eu cette fois ni heurt, ni interpellation.

Habillés en noir, les gilets jaunes sont partis à 9 heures de la gare d'Angoulême pour une marche silencieuse en hommage aux victimes des attentats de Strasbourg et aux personnes touchées depuis le début du mouvement. Avant de faire place au bruit, aux slogans du type « Macron démission ». Au plus fort de la manifestation, entre l'hôtel de ville et la préfecture, ils étaient près de 300, contre 500 le samedi précédent, en cortège derrière un cercueil et un squelette mascotte installés dans un véhicule.

Près de la préfecture, un cordon de CRS les attendait. Le face-à-face n'a pas duré longtemps. Les manifestants, décidés « à rester pacifiques », sont partis en direction de la gare, où ils ont brûlé symboliquement le cercueil. La journée a été émaillée de diverses actions : « visite » de l'hypermarché Auchan à La Couronne, opé-

ration escargot jusqu'à Champniers, barrages filtrants sur la RN 10 et défilé à pied sur la N10 au départ du rond-point de Girac, stoppé par la police. Le dernier barrage filtrant du week-end a été signalé samedi soir, entre 20 h 45 et 21 h 15 sur la Nationale 10, dans le sens sud-nord.

## « Pour moi, il n'y a rien »

À Cognac, environ 115 gilets jaunes ont traversé le centre-ville l'après-midi, s'arrêtant place d'Armes pour une minute de silence et devant l'hôtel de ville pour une photo souvenir. La mairie était gardée par une quinzaine de policiers. Tout s'est passé dans le calme. Dans le cortège, Cyril, 42 ans, peintre en bâtiment. « Mon père était artisan peintre. Quand je vois la misère que subissent certains retraités, je veux me battre pour eux. »

Le groupe cognaçais compte beaucoup de retraités. « Dans ce qui a été annoncé, pour moi, il n'y a rien », dit un ancien menuisier, âgé de 66 ans. « J'ai 740 € par mois. Si je n'avais pas mon mari, je serais à la rue. Je ne demande qu'une chose, mourir avant



Une centaine de gilets jaunes dans le jardin public de Cognac, samedi après-midi. PHOTO PHILIPPE MÉNARD

lui ! », clame une manifestante. « J'étais assistante maternelle, les heures, je les ai faites. À 67 ans, c'est la première fois que je suis dans la rue, depuis le début du mouvement. » Pour elle comme pour ses collègues, pas question d'abandonner maintenant. « Personne ne veut perdre la face. On n'a plus rien à perdre », appuie Martine, 71 ans, qui fustige « l'injustice fiscale ». Une réunion se tiendra demain soir à Cognac pour tenter de ressouder les différents groupes.

**Hélène Rietsch et Philippe Ménard**



Des fumigènes bleu-blanc-rouge à Angoulême. PHOTO ANNE LACALD

# Des ronds-points toujours occupés

**CHARENTE** Leur occupation est aléatoire, contrôlée, mais toujours effective

« On se voit là à Noël, au Réveillon, tant que l'État ne nous répondra pas. » Brigitte – de son prénom d'emprunt « choisi sciemment » – fait partie des gilets jaunes qui se relaient depuis deux semaines, jour et nuit, dans l'abri de fortune édifié sur le rond-point dit Locatoumat (à cause de l'entreprise voisine), dans la zone industrielle à L'Isle-d'Espagnac.

Comme la plupart, elle travaille, se lève tôt tous les matins, rentre parfois tard, et n'entre dans « aucune case prévue par Macron ». Certains – agriculteur, infirmière ou maçon, intermittent du spectacle – se disent « gilet jaune à temps partiel ».

Samedi, ils étaient 10-15 en début d'après-midi, autour de palettes en train de brûler pour se réchauffer

par ce froid piquant. « On comprend pourquoi la révolte de 68 a eu lieu en mai », rigole l'un d'eux. Alors que Christophe Castaner, ministre de l'Intérieur, déclarait sur Twitter ce même après-midi que « les ronds-points doivent être libérés et la sécurité de tous redevenir la règle », les « gilets jaunes de Locatoumat » exprimaient leur détermination.

« On ne se sent plus représentés par les députés et les ministres. Nous, ce qu'on espère, ce sont des référendums d'initiative citoyenne », répètent-ils. « Artistes et intellectuels si prompts à dénoncer la misère, où êtes-vous ? », interroge l'une d'elle.

Étaient notamment occupés ce week-end les ronds-points de Girac et Cognac (La Trache), sièges de barrières filtrants, Confolens, Exideuil, Roumazières ou encore La Rochefoucauld, tous contrôlés régulièrement par les forces de l'ordre « pour veiller à la sécurité de tous. »



Les gilets jaunes de Locatoumat déterminés. PHOTO HÉLÈNE RIETSCH

# La « très belle expérience » de Miss Poitou-Charentes

**MISS FRANCE** La Cognaçaise Marion Sokolik a été très soutenue par sa famille

L'entourage de Marion Sokolik s'était déplacé en force à Lille pour l'élection de Miss France, samedi soir. « Toute la famille l'a suivie, on était cinquante ! On l'a soutenue jusqu'au bout, c'était super. Tout le monde a tout donné », raconte la cousine de Miss Poitou-Charentes, Estelle Pérard. Elle a pu suivre l'évènement dans l'espace « VIP ».



**Marion Sokolik.**

PHOTO FRANÇOIS LO PRESTI

Marion Sokolik rêvait d'intégrer le top 12, mais elle a été éliminée au premier tour. Ses collègues régionales ont pu espérer un peu plus longtemps. Miss Aquitaine, la Dacquoise Carla Bonesso, s'est hissée en « demi-finale » parmi les 12 dernières candidates. Miss Limousin, Aude Destour, a fini cinquième.

« Elle était déçue, forcément. Mais c'était quand même une très belle expérience. Ça va lui apporter beaucoup », poursuit la cousine de Miss Poitou-Charentes. La candidate originaire de Saint-Brice, près de Cognac, se prépare déjà à un programme bien chargé.

Elle sera de retour sur ses terres aujourd'hui.

# Collecte des déchets : Calitom pose ses jalons

## ENVIRONNEMENT

Le syndicat mixte marque son arrivée à Cognac par des investissements d'envergure

PHILIPPE MÉNARD  
p.menard@sudouest.fr

La collecte des déchets ménagers et assimilés à Cognac va passer sous la coupe de Calitom. Le syndicat mixte départemental de valorisation des déchets doit adopter une convention tripartite avec la Ville et Grand-Cognac ce soir. L'Agglo a donné son aval lors du conseil communautaire, jeudi dernier. Le conseil municipal de Cognac se prononcera jeudi prochain. Explications avec Simon Clavurier, conseiller municipal à Cognac et délégué de Grand-Cognac à Calitom.

### 1 La seule commune qui n'était pas chez Calitom

Cognac restait la seule commune de tout le territoire de l'Agglo à ne pas passer par Calitom pour la collecte des déchets. Elle a renouvelé le marché de Veolia en 2015. Le maire Michel Gourinchas affirmait alors qu'il aurait aimé basculer vers Calitom, mais la proposition financière du syndicat public n'était pas assez intéressante, selon lui. Le sujet avait fait l'objet d'une consultation du conseil d'agglo, en juillet 2017. Les élus avaient admis le choix de Cognac de rester indépendant. Un changement de réglementation remet tout à plat. La compétence « collecte des déchets » est devenue communautaire.

Pour Cognac, le marché reste assuré par Veolia jusqu'au terme du contrat, en 2021. Il serait trop cher de le dénoncer en cours de route. Mais désormais, il sera géré en direct par Calitom. « J'ai toujours travaillé pour que les services publics



La déchetterie de la Haute-Sarrazine va déménager de l'autre côté de la rue. PHOTO PH.M.

soient gérés par des organismes publics. Mais je n'imaginai pas que ça se ferait grâce à l'Agglo ! », s'amuse Simon Clavurier. Le syndicat mixte prendra-t-il la collecte à Cognac en régie directe après 2021 ? Ce n'est pas acté, mais il pose déjà des actes forts pour préparer le terrain.

### 2 Des colonnes enterrées au pied des immeubles

Premier effet visible de cette convention, Calitom s'engage à installer des « points d'apports volontaires enterrés » (Pave). Autrement dit des sortes de cuves de grande contenance avec trois parties, tout-venant, verre et recyclable. « Gros avantage, les cuves enterrées sont étanches, et ne génèrent pas d'odeurs. La collecte revient aussi moins cher. En dix minutes, on ramasse les ordures de 500 personnes », décrit Simon Clavurier. Le système se généralise pour l'habitat collectif, où l'on évite désormais de stocker les poubelles à la cave. Douze points devraient être équipés d'ici la fin du contrat de Veolia, en 2021, au pied d'immeubles gé-

rés par Logelia, Le Foyer ou Lafontaine Immobilier. « C'est un investissement. Un point d'apport, c'est 8 000 euros tout compris, mais on s'y retrouve sur la collecte. » Il existe quatre bacs enterrés, place Martell, place Camille-Godard, et deux places François-F. Ils fonctionnent avec un système différent, et ne se vident pas par le fond. Ils devraient être changés, indique Simon Clavurier.

### 3 Une déchetterie classée « troisième génération »

Ce sera la première de son genre en Charente. La déchetterie de la Haute-Sarrazine va passer en « troisième génération ». « Les gens ne vident plus dans les bennes, mais dans des caisses ou sur le sol, à plat. L'effort est moindre, et il n'y a pas de risque de chute. » Le concept inclut plus de recyclage, en prélevant des objets qui peuvent être remis en service. On parle de « supermarché inversé ». La déchetterie passerait de son terrain actuel, de 5 000 m<sup>2</sup>, à l'autre côté de la rue, sur 8 000 m<sup>2</sup>. Dès que la convention sera signée, Calitom pourra avancer sur l'acquisition du foncier.

### 4 Un engagement à ne pas augmenter les tarifs

Le « maintien des coûts actuels » figure parmi les objectifs de la convention. En 2019, les Cognaçais ne devraient donc pas payer plus cher qu'en 2018. Cela serait mal passé, après la brutale hausse de la taxe d'enlèvement des déchets subie par les contribuables de Cognac, Châteaubernard, et Merpins, suite à un imbroglio qui a fait des remous à l'Agglo.

D'ici 2021, Calitom va réfléchir à « l'optimisation » de la collecte. En 2015, les bacs ont été équipés de puces, mais cette façon de connaître les habitudes des usagers n'a pas été exploitée. Dans l'immédiat, pas de changement, les sacs noirs sont ramassés deux fois par semaine, les sacs jaunes, une fois.

« On se donne deux ans pour supprimer la collecte du verre au porte à porte. À chaque fois, on brûle 250 litres de gazole, ce n'est pas très écolo... Cela suppose d'avoir un nombre de points d'apport suffisant », observe Simon Clavurier.

# La Passerelle, la vie sans centre de loisirs

**ASERC** Le centre social du quartier Saint-Martin a bousculé son fonctionnement

« Nous sommes en train de prendre un grand virage. Ce qui nous rassure, c'est que ça fonctionne », avance Christine Ciglar, coordinatrice du centre social la Passerelle, dans le quartier Saint-Martin. Avec la fin des contrats aidés, faute de moyens, l'association socio-éducative de la région de Cognac a fermé le centre de loisirs. Ce qui modifie en profondeur le fonctionnement. « C'était notre porte d'entrée auprès des familles. Maintenant, on tra-

vaille plus étroitement avec les écoles Jean-Macé et Paul-Bert. C'est là que se déroulent les cafés des parents, par exemple. »

## Les clés aux habitants

Selon Christine Ciglar, le centre social se reconcentre sur ses « missions premières », l'accompagnement des habitants. « On a réaménagé l'accueil, avec un bar sans alcool. C'est leur lieu. Il n'y a aucun espace de vie sociale dans le quartier. La

Passerelle est un endroit où les gens aiment venir. »

La fête de Noël organisée samedi reflétait de cette approche. Les animations s'appuyaient sur le savoir-faire des bénévoles. L'exposition « Mes beaux sapins » incarne aussi la volonté de multiplier les partenariats. Seize structures de la ville, des crèches aux maisons de retraite, ont créé leur œuvre d'art. À voir jusqu'à demain, sur réservation au 05 45 36 87 50.



L'exposition reste ouverte. PH.M.

# « Être partenaire plutôt qu'utilisateur »

**DAUPHINS COGNAÇAIS** Le club des Dauphins cognaçais a vite trouvé ses marques à l'X'eau. Il fait face à une activité débordante

**PHILIPPE MÉNARD**

Le passage de la piscine municipale au centre aquatique l'X'eau ressemblait à un plongeon dans le vide pour les Dauphins cognaçais. Le club se réjouissait de l'énorme saut qualitatif, en termes d'équipement, mais il se demandait comment il allait digérer le changement. Le premier bilan est positif, considère Guillaume Merle, le directeur sportif.

Le club a perdu la partie « aquagym », que l'X'eau exploite lui-même. En contrepartie, il a récupéré les cours de perfectionnement. La manœuvre s'équilibre. Les Dauphins ont maintenu un effectif dans la moyenne des dix dernières années, autour de 350 adhérents. « On a plus de créneaux horaires, avec une amplitude qui a augmenté de quasiment 50% », relève Guillaume Merle.

## Un déficit logique

Les deux salariés ne chôment pas. Là où un cours d'aquagym durait 45 minutes, le nageur en perfectionnement peut passer deux heures dans l'eau. Le montant de l'adhésion est le même, donc les recettes pour le club sont les mêmes, pour un temps d'encadrement bien supérieur. « Augmenter le montant des adhésions ne fait



Guillaume Merle est le directeur sportif du club. PHOTO PHLM.

pas partie de nos projets. Elle est à 210 euros, c'est déjà un budget. Il faut que cela reste accessible.» Le club réfléchit à la façon « d'optimiser » ses créneaux horaires.

L'exercice s'est achevé avec un déficit de 4 600 euros, pour un budget de 120 000 euros. Le club s'y attendait, le passage d'un bassin à l'autre est intervenu en cours d'année, et a été retardé. Grand-Cognac a tenu compte de la situation en versant une subvention adaptée. « On touche 25 000 euros, mais c'est loin d'être aberrant au regard de la politique sportive de Grand-Cognac. On est présent tous les jours, on participe largement à l'animation du centre. »

Guillaume Merle salue les excellentes relations avec l'équipe de l'X'eau et son directeur. « Tout le monde fait l'effort pour que ça se passe bien. On a la volonté d'être partenaire plutôt qu'un simple utilisateur », insiste-t-il. Les Dauphins ont pu organiser une compétition en septembre, il y en aura deux autres en février et en mars, de niveau départemental. « Il y a toujours un projet pour monter un événement avec un rayonnement régional. Mais il faut qu'on prenne notre temps », glisse le directeur sportif. Il attend de boucler une année complète à l'X'eau pour confirmer la bonne première impression.

## Le marché de Noël fait le plein à Saint-Jacques

**COMMERCE** Une longue queue s'étirait à l'entrée du marché de Noël de Saint-Jacques, hier après-midi. Pour des raisons de sécurité, l'accès place du Solençon ne se faisait que par un seul accès, avec fouille systématique. Ce qui n'a pas dissuadé un public visiblement curieux de découvrir la cinquantaine d'exposants présents et de profiter des animations mitonnées par l'association des commerçants et le conseil de quartier de Saint-Jacques. « On n'a plus un chocolat, rien du tout ! », confiait Mario Jaen, élu référent du quartier. La journée de vendredi était plus calme, mais correcte, selon Véronique Roché, la présidente de l'association des commerçants. Malgré la pluie et le froid, le marché a bien tiré son épingle du jeu samedi. « Les exposants sont prêts à revenir l'an prochain. Ils ont apprécié l'organisation, l'accueil, le public. Tout le monde est enchanté », poursuit Véronique Roché. L'événement attire un public « qui vient parfois de loin » et permet de faire découvrir un quartier dynamique. Une brocante et un institut de bien-être vont s'installer. Il ne reste que deux commerces vacants.

## Le Noël inter-CE pâtit de l'absence de la mairie

**ESPACE 3000** Un budget de 30 000 euros, 2 500 enfants qui défi-



La place du Solençon bondée hier après-midi. PHOTOS PHLM



Un spectacle de magie

lent sur six créneaux de deux heures à l'Espace 3000. Le Noël partagé par les comités d'entreprise reste un événement colossal. Cette année, 18 structures y participaient, dont la base aérienne 709, les pompiers, l'hôpital, Verallia, Ocealia, Auchan, Courvoisier... Le rendez-vous a toutefois perdu Veolia, la tonnellerie Radoux, Hildebrandt, et surtout la mairie de Co-

gnac. « Elle passe désormais par un prestataire. Cela nous a obligés à faire quelques coupes, parce qu'il fallait payer la location de l'Espace 3000 », commente Didier Parinet, le coordinateur de l'événement. L'inter-CE a dû renoncer à l'accès patinoire, trop cher. « Si d'autres entreprises veulent nous rejoindre, c'est possible pour le week-end du 14 et 15 décembre 2019. »

## S'informer sur la fibre

**ORANGE** En lien avec la Ville de Cognac, la société Orange propose une réunion d'information sur le déploiement de la fibre optique à Cognac, demain à 19 heures à la Salamandre. Elle sera animée par Karim Dinari, directeur des relations avec les collectivités locales de la Charente.

# Vilquin : un trophée et 20 emplois à la clé

L'entreprise jarnacaise Vilquin, spécialisée dans la fabrication de structures métalliques et de parties de structures, a remporté les Trophées Eiffel d'architecture acier 2018 qui récompensent les plus belles constructions métalliques et techniques de France. « Les deux chantiers qui ont valu cette distinction à notre entreprise ont été réalisés à Palaiseau dans la région parisienne, dans la catégorie "apprendre", et à Nantes (l'immeuble Gambetta), dans la catégorie "habiter" », explique Philippe Bénétreau, nouveau directeur commercial, secondé par Malika Perrier. « Nos objectifs de mettre en valeur les compétences techniques et le savoir-faire sont reconnus au niveau national lors de cette quatrième édition. »



Le directeur du site Sylvain De Meerleer (à gauche) et le directeur commercial Philippe Bénétreau. PHOTO S. C.

## Journées portes ouvertes

Sylvain De Meerleer, directeur du site, ravi de cet honneur, a également annoncé la création prochaine de 20 emplois administratifs et techniques (commerciaux, monteurs, soudeurs). Pour 2019, quelques projets sont à l'étude et notamment l'organisation d'une journée

portes ouvertes thématiques en juin, qui pourrait être un « carrefour entre le monde de l'image (Magelis à Angoulême) et le monde du Cognac ». Une cellule TCE (Tout corps d'État) sera créée pour accompagner l'étude des projets. L'entreprise jarnacaise Vilquin, qui fut fondée à Jarnac sitôt la Seconde Guerre mon-

diale terminée, intégra en 1983 la Division métal du groupe Fayat.

Aujourd'hui, avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 30 000 000 euros, et une centaine de salariés, l'entreprise Vilquin réalise de nombreux chantiers en France, en Europe, en Afrique.

**Séverine Caillé**

# L'Urssaf Aquitaine se dote d'un médiateur

**INNOVATION** Des expérimentations concluantes ont décidé l'État à installer un médiateur à l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales dans chaque région

« Nous n'avons pas attendu la loi Es-soc (État au service d'une relation de confiance) pour nommer un médiateur. À l'Urssaf Aquitaine, nous avons créé le poste dès le 1<sup>er</sup> octobre. Et, chez nous, il est indépendant, sans lien hiérarchique avec la direction », souligne Jean-Paul Pagola, le président du Conseil d'administration.

Jeudi dernier, l'Urssaf Aquitaine a présenté le dispositif lors d'une conférence-débat à l'Institut des métiers de l'artisanat, à Bordeaux. Un lieu symbolique, car les artisans reprochent régulièrement à l'Urssaf une trop grande rigidité administrative.

« L'objectif de cette création de

poste est de limiter les contentieux et d'améliorer les relations avec les entreprises et les travailleurs indépendants. Nous entendons ainsi changer l'image de l'Urssaf », a expliqué Henri Lourde-Rocheblave, son directeur régional, qui doit composer avec une baisse des effectifs (700 salariés désormais) et une hausse, depuis quelques années, du nombre des dossiers à traiter.

## Un ancien entrepreneur

« Nous comptons quelque 350 000 cotisants et recevons 600 000 courriers par an », a-t-il rappelé. Sans compter les e-mails et appels téléphoniques. Le médiateur « remet de l'humain dans des dossiers déli-

cats et évite que la situation ne s'envenime », a insisté Henri Lourde-Rocheblave.

Sur le territoire régional, le poste a été confié à Michel Marchal, un ancien entrepreneur, qui a terminé sa carrière à la direction du contrôle de l'Urssaf Aquitaine. Il peut être saisi via le site [www.urssaf.fr](http://www.urssaf.fr) puis votre Urssaf Aquitaine, où vous trouverez l'onglet « médiation ».

« Toutefois, le dossier du cotisant doit d'abord avoir été traité par les services de l'Urssaf », prévient le médiateur. Il s'engage à déterminer dans les cinq jours si la requête est recevable (il ne pourra interférer si la commission de recours amiable est saisie ou le tribunal, par exem-

ple) et à répondre sur le fond de l'affaire dans les 30 jours.

Depuis octobre, il a déjà traité 26 dossiers, dont 11 étaient recevables. « En règle générale, j'appelle le cotisant pour l'aider au mieux à résoudre son problème », a indiqué Michel Marchal. Il ne devrait pas manquer de travail.

Jeudi, les cotisants présents ont multiplié les questions, sans animosité, pendant plus de 30 minutes. Une est souvent revenue : « quel est votre pouvoir de décision ? » « Je suis un facilitateur. Je travaille étroitement avec les services, leur donne mon avis, mais c'est la direction qui tranche, au final », a-t-il répondu.

**Nicolas César**